

Consultation publique de la CRE sur les principes de tarification des prestations annexes réalisées exclusivement par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Contribution d'E.ON

Le présent document s'inscrit dans le cadre de la consultation lancée par la CRE sur la tarification des prestations annexes réalisées par les GRD exploitant les réseaux de gaz naturel.

E.ON remercie la CRE, d'avoir toujours à l'esprit d'impliquer les acteurs du marché du gaz dans les règles définissant les principes de tarification des prestations annexes.

E.ON répond ci-après aux questions de la CRE, tout en avançant des propositions qui sont relatives à l'évolution des grilles tarifaires des prestations annexes.

1. Quel est votre retour d'expérience sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel?

E.ON peut faire part d'un retour d'expérience uniquement sur le catalogue de GrDF. En effet, E.ON est présent sur des zones exclusivement desservies par GrDF.

Les GRD indiquent que les tarifs des **prestations annexes sont inférieurs aux coûts correspondants**. E.ON considère que les coûts des prestations annexes ne font pas l'objet **d'une transparence suffisante** (justification du niveau des coûts non communiqué aux fournisseurs, détail sur les coûts insuffisant). A ce titre, le tarif annoncé de certaines prestations similaires à celles réalisées pour l'électricité s'avère parfois très différent. Ces différences pourraient être exploitées par la CRE à titre de benchmark pour définir des objectifs de coûts calés sur l'opérateur le plus efficace.

De plus, cette opacité ne permet pas aux fournisseurs de refacturer les prestations effectuées par les GRD de manière lisible aux clients finals, ce qui suscite **des interrogations constantes** de la part de ces derniers.

2. Etes-vous favorable au maintien du principe de la réfaction des prix des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?

E.ON partage l'analyse de la CRE selon laquelle il est nécessaire **de maintenir la réfaction des prix en mutualisant les coûts des prestations et les tarifs péréqués ATRD**. Ce principe permet de limiter une augmentation significative des tarifs, et intrinsèquement les conséquences financières pour les clients finals et les fournisseurs. En effet, la mutualisation des coûts permet une répartition équitable entre tous les acteurs des coûts relatifs aux prestations annexes. En ce sens, la réfaction maintient **une équité** entre les clients finals qui, quels que soient leur localisation, le volume de leur consommation ou leur puissance souscrite bénéficient de prix abordables.

Du côté des fournisseurs, la réfaction des prix permet d'accéder à un portefeuille client plus large et plus étendu sur le territoire. Si le tarif de la mise en service devait doubler voire tripler, il est indéniable que cela réduirait la fluidité du marché et que, par conséquent, de nombreux fournisseurs devraient restreindre leurs perspectives de développement et limiteraient leur utilisation des prestations n'étant pas dans le périmètre « essentiel ».

3. *Etes-vous favorable à une plus forte homogénéisation des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ? Que pensez-vous des orientations envisagées par la CRE en matière d'homogénéisation des catalogues de prestations ?*

E.ON partage l'avis de la CRE sur la **nécessité d'homogénéiser les catalogues des différents GRD** afin de favoriser l'accès aux zones desservies par les ELD. La complexité de certains catalogues de prestations annexes, peut en effet dissuader l'accès aux zones desservies par une ELD.

E.ON, tout comme la CRE, recommande que cette homogénéisation se fasse avec comme référence le catalogue de GrDF, GRD opérant sur la zone la plus large, afin d'éviter toute confusion ou surprise.

4. *Que pensez-vous du périmètre retenu des prestations essentielles ? Est-il exhaustif ? Si non, quelles sont selon vous les autres prestations essentielles au bon fonctionnement du marché qu'il faudrait ajouter ?*

E.ON considère que le périmètre retenu pour les prestations essentielles correspond aux prestations annexes basiques effectuées par les GRD.

5. *Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des prix des prestations essentielles, hors prestations de coupure pour impayés et résiliation à l'initiative du fournisseur ?*

Tout d'abord, E.ON s'interroge sur les raisons qui justifient de **telles différences de tarifs entre les prestations annexes de gaz et d'électricité**. Ce constat remet en cause la pertinence des données relatives aux coûts transmises par les GRD pour justifier leurs tarifs. E.ON réitère que les GRD doivent faire preuve d'une plus grande transparence afin d'améliorer la cohérence entre les tarifs des prestations annexes de gaz et d'électricité. S'il n'y a pas une plus grande cohérence des coûts pour des prestations similaires, c'est que probablement, des inefficacités existent chez certains gestionnaires de réseau. La CRE pourraient utilement travailler à les supprimer.

D'autre part, E.ON s'interroge sur la pertinence **de caler les tarifs des prestations annexes gaz sur ceux de l'électricité pour un opérateur biénergies**, ce qui est actuellement le cas pour certains GRD. Cette pratique devrait se justifier par le fait que les coûts des prestations annexes en électricité et en gaz sont exactement les mêmes. Or, cette similitude n'est à ce jour pas démontré. E.ON réitère donc la nécessité d'une plus grande transparence de la part des GRD afin de rendre les tarifs des prestations **annexes lisibles et cohérents**.

En outre, E.ON considère que maintenir des écarts de tarification entre les GRD **va à l'encontre du principe de péréquation géographique**. En effet, si les opérateurs monoénergie calent leurs tarifs sur ceux de GrDF, et les opérateurs biénergies sur ceux d'ERD, il y aura des tarifs avec des écarts de plusieurs dizaines d'euros entre GRD. Ces écarts de tarifs vont générer des inégalités qui vont affecter les différents acteurs :

- **Les fournisseurs**, qui vont limiter leur activité sur les zones où les GRD pratiquent des tarifs plus élevés.
- **Les GRD**, qui ne seront pas rémunérés de la même manière alors qu'ils effectueront une prestation identique.
- **Les clients finals**, qui selon leur localisation ne seront pas soumis au même tarif.

Ainsi, E.ON préconise un alignement des tarifs des prestations annexes essentielles sur ceux de GrDF **pour tous les opérateurs** afin d'assurer les principes d'équité, de lisibilité des coûts et le développement de l'activité dans des zones desservies par une ELD.

Cela n'enlève en rien par ailleurs l'utilité de rechercher une plus grande cohérence des coûts de GrDF et d'ERDF pour des prestations similaires.

1. *Etes-vous favorable à l'orientation envisagée par la CRE concernant l'alignement du prix de la prestation de coupure pour impayés en gaz sur celui de la prestation en électricité et le maintien de la gratuité de la prestation de résiliation à l'initiative du fournisseur ?*

E.ON, tout comme la CRE, s'interroge à nouveau sur la différence de tarif de plus de 30 euros en moyenne entre la coupure de gaz et la coupure d'électricité. Il paraît en effet peu compréhensible pour le consommateur qu'il existe un tel écart. S'il existe de telles différences de coûts, E.ON estime qu'elles doivent être explicitées et que seul un écart massif dans le contenu de la prestation pourrait justifier le supplément facturé par les GRD de gaz naturel. E.ON estime que ces tarifs devrait s'homogénéiser à terme (homogénéisation basée sur le coût constaté pour le gestionnaire de réseau le plus efficace, ce coût devant devenir une cible de pour les autres gestionnaires de réseau).

Concernant **la gratuité de la prestation « résiliation à l'initiative du fournisseur »**, **E.ON, tout comme la CRE, souhaite son maintien**. La résiliation en cas d'impayés, est le seul moyen pour un fournisseur de sortir un client défaillant de son périmètre. En outre, E.ON considère irrecevable la proposition de GrDF qui préconise un tarif identique entre prestation de *déplacement pour impayés* et *résiliation à l'initiative du fournisseur*, soit 79.90 euros chacune. GrDF justifie sa proposition en invoquant le fait que les fournisseurs favoriseraient la prestation *coupure* à la prestation *déplacement pour impayés* à cause de sa gratuité.

E.ON ne partage pas cette position. En effet, la prestation *résiliation à l'initiative du fournisseur* implique la perte d'un client contrairement à une démarche de recouvrement pour impayés. Elle est donc utilisée en dernier recours par les fournisseurs et non pas en remplacement de la prestation *déplacement pour impayés* compte tenu des conséquences sur l'activité commerciale. De plus, supprimer la gratuité de la résiliation, **ferait supporter aux fournisseurs les conséquences des impayés sans disposer des leviers d'action pour les supprimer**.

2. *Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des autres prestations des GRD de gaz naturel, à l'exception des prestations spécifiques à chaque GRD ?*

E.ON est favorable à l'homogénéisation des prestations proposées par les GRD hors prestations spécifiques. Une meilleure cohérence des tarifs permettra une plus grande lisibilité et une meilleure transparence, limitant ainsi les risques de sur-tarification.

3. *Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des formules d'indexation et des dates d'évolution annuelle des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

E.ON est favorable à l'homogénéisation des formules d'indexation et des dates d'évolution annuelle des catalogues de prestations. Cette mise en cohérence permettra une meilleure lisibilité des tarifs et une meilleure vision du panel d'offres des prestations.

Néanmoins, ici encore, E.ON s'interroge sur la pertinence de laisser la possibilité aux opérateurs biénergies d'utiliser les formules d'indexation en électricité. E.ON considère qu'une plus grande cohérence entre les catalogues des GRD est à rechercher, dans une logique de **péréquation géographique et que les distorsions de concurrence entre opérateurs biénergies et monoénergie doivent être évitées**. Or, autoriser l'application des formules d'indexation en électricité pour le gaz conduirait d'une part ; à une complexification dans la lisibilité des coûts pour le client final et le fournisseur et, d'autre part ; serait contraire au principe d'équité entre acteurs.

4. *Que pensez-vous du traitement envisagé par la CRE concernant les catalogues de prestations des nouvelles concessions de gaz naturel ?*

E.ON s'accorde avec la CRE sur le fait qu'il est nécessaire **d'appliquer les critères d'homogénéisation des catalogues pour les GRD desservant les nouvelles concessions de gaz naturel**.

5. *Etes-vous favorable à la démarche progressive de mise en œuvre proposée par la CRE concernant les évolutions envisagées des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

E.ON partage la vision de la CRE sur la nécessité de mettre en place cette démarche d'homogénéisation de manière progressive. Elle permettra au GRD de se préparer au mieux aux nouvelles règles en vigueur.

6. *Etes-vous favorable à la création d'une prestation de relève à pied pour les clients dits « T3MM » ?*

E.ON estime que la mise en place d'une prestation payante pour la relève mensuelle des compteurs sur les sites industriels et tertiaires **complexifierait le processus de facturation** des fournisseurs à leurs clients finals.

E.ON partage l'avis de GrDF sur le fait que la généralisation des compteurs télérelevés serait nécessaire afin de favoriser la fiabilité des données transmises. Néanmoins, E.ON estime que la **responsabilité d'un changement de compteur ne doit en aucun cas peser sur le fournisseur**. En instaurant une prestation payante, le fournisseur devrait la refacturer à son client et s'exposer à des risques d'impayés en cas de désaccord. Le fournisseur **supporterait ainsi les conséquences** de ces éventuels impayés sans avoir aucun moyen pour les supprimer.

7. *Etes-vous favorable à l'orientation envisagée par la CRE concernant la prestation de GrDF de rétablissement en urgence ?*

E.ON n'est pas favorable à l'abaissement de l'heure limite de réception des demandes de rétablissement en urgence. En effet, la modification de l'horaire actuellement à 21 heures pour 19 heures pourrait gravement nuire aux clients finals qui, sans alimentation en gaz serait dans une situation bloquant toute activité professionnelle.

8. *Etes-vous favorable à l'introduction dans le catalogue de prestations de GrDF d'une classification distinguant les prestations réalisées exclusivement par GrDF de celles pouvant être réalisées par GrDF et par d'autres prestataires ? Que pensez-vous du classement des prestations proposé par GrDF ?*

Pas de remarque à formuler.

9. *Avez-vous toute autre remarque sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*